

femètres sur Cours 12

Bulletin du Syndicat National Unitaire
des Instituteurs, Professeurs d'école
et PEGC. Section de l'Aveyron.

numéro 63
supplément 1

Octobre 2008 - 0,50 €
ISSN 1165 - 3116

Dispensé de timbrage Decazeville CC - T1



DÉPOSÉ LE 16 / 10 / 2008

Le 19 octobre
le SNUipp12
à
PARIS

Et maintenant,
tout de suite,
dans toutes les
initiatives,
TOUS
avec les
RASED !

Signez, faites signer
la pétition unitaire.

[http://
www.sauvonslesrased.org/](http://www.sauvonslesrased.org/)



1 rue de la Montagne
123 00 DECAZEVILLE
Tél : 05.65.43.40.11
Fax : 05.65.43.49.29
Mél : snu12@snuipp.fr
Site : <http://12.snuipp.fr>

SARKOZY
Le pays où l'école
vaut moins cher

PROJET DE BUDGET

- 6 000 postes

* dont *

- 3 000 Rased E & G

- 3 000 stagiaires IUFM

* mais aussi *

- 500 mis à disposition

* mais encore *

+ 500 postes

pour 16 000 élèves

cela donne 1 enseignant
pour 32 élèves

* et enfin *

+ 500 postes administratifs
pour les EPEP

** PROMO EXCEPTIONNELLE ! **

+ 0 recrutement de
liste complémentaire

MOINS D'ECOLE POUR TOUS
TOUJOURS PLUS D'HEURES
POUR CEUX QUI SONT AU BOULOT
ET LE MEPRIS DU MINISTRE

Les EPEP ?

Des Etablissements Publics d'Enseignement Primaire. C'est le dada de Darcos, et ce depuis que, dans l'ombre de Ferry, il se voyait déjà en haut de l'affiche. Là, il prévoit 57 milliards d'euros pour des EPEP dotés d'un statut juridique, pilotés

par un conseil d'administration (élus locaux, représentants des enseignants, non-enseignants et parents, dirigés par un président). Le directeur deviendrait « l'exécutant des délibérations prises », « rendant compte à l'autorité académique » et chargé « de toutes dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du service public ».

Le projet de loi prévoit que toute école actuellement à 15 classes passerait automatiquement au statut d'EPEP par arrêté du Préfet. Les communes pourraient décider de regrouper les petites écoles pour atteindre le seuil de 13 classes pour la création d'un EPEP.

Sommaire :

1. Le ticket du budget — EPEP ?
2. Edito - Infos Diverses
3. When the shi t hits the fan
4. Bulletin d'adhésion

5. Elections Paritaires
6. Coïncidences— Remplacements— Assimilation des retraités



Infos diverses

SMA : le SNUipp12 a écrit à tous les maires de l'Aveyron pour les informer sur les conséquences prévisibles de la mise en place du Service Minimum d'Accueil. Atteinte au droit de grève, transfert de charges, responsabilité et substitution de l'accueil en lieu et place de l'enseignement. Les maires seront-ils bientôt les organisateurs du remplacement en cas d'absence imprévisible des enseignants ? Vous trouverez le texte de ce courrier sur notre site, il s'agit de l'article 546.

Aide Personnalisée : le SNUipp12 a écrit à l'IA pour dénoncer les termes de sa circulaire et revendiquer que soit prise en compte la réalité de l'investissement horaire de tous les collègues : directeurs, adjoints, remplaçants, maîtres de CLIS, stagiaires. Nous avons, à nouveau, pour la nième fois depuis le 28/09/2007, alerté l'IA sur les risques encourus pour les RASED suite à la mise en place de cette aide. Depuis le projet de budget a plus que confirmé nos inquiétudes. Vous trouverez le texte de ce courrier sur notre site, il s'agit de l'article 541.

1 après avoir proposé une action commune aux autres organisations et avoir vainement attendu une réponse...

3000 professionnels de RASED supprimés des milliers d'élèves en difficulté sur le carreau !

Non à la suppression pure et simple de 3000 professionnels (postes E et G) des Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté ! Cette mesure va priver des dizaines de milliers d'élèves des aides spécialisées, qui ne couvriront plus tout le territoire, et conduira à terme à la suppression des RASED. La brutalité de cette décision vient souligner la contradiction d'une politique ministérielle qui prétend faire de la lutte contre l'échec scolaire une « priorité. » La mise en place des deux heures d' « aide personnalisée » ne peut se substituer au travail effectué dans le cadre des Réseaux d'Aides, qui ont été créés pour répondre aux besoins particuliers des élèves en difficulté.

Nous exigeons le maintien des aides spécialisées proposées par le dispositif des RASED et ses trois catégories de professionnels titulaires de diplômes spécifiques (maître E, rééducateur et psychologue de l'éducation nationale)

Nous exigeons l'abandon de la suppression des 3000 postes.

Nous demandons l'ouverture immédiate de discussions sur le devenir et le développement des Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté.

Pétition à l'initiative de : SNUipp FSU SGEN-CFDT SE-UNSA SUD éducation SNUDI FO SMedEN FO FNAME FNAREN AFPEN

PÉTITION à SIGNER EN LIGNE à l'adresse

<http://www.sauvonslesrased.org/>

Comment trouver un article sur notre site ?

- Page d'accueil à gauche, utiliser la liste des thèmes abordés
- Sur toutes les pages, en haut à droite taper le texte recherché dans la boîte de dialogue
- Quand on connaît un numéro d'article, cliquer sur le titre d'un article puis dans la barre d'adresse remplacer le numéro de l'article affiché par celui de l'article recherché : <http://12.snuipp.fr/spip.php?article550>.

Il est des éditos plus difficiles que d'autres à écrire. Et là, je rame un peu. Non qu'il n'y aurait rien à dire, il y a plutôt pléthore de sujets brûlants dans l'actu.

Mais que faut-il prioriser ?

Tout, RASED, budget, aide personnalisée, SMA, salaires, retraites, EPEP, maternelle, protection sociale, 19 oct, RGPP, ... ce n'est plus un éditto, c'est un roman fleuve. Alors quoi ?

Si cet éditto a du mal à démarrer, c'est que je suis en plein dans le sujet, pris dans le quotidien des écoles, sollicité par les collègues par tél, pendant les réunions de secteur, ... en tant qu'enseignant dans ma classe, en tant que syndicaliste d'un bout à l'autre du département, tout à la fois dans le rythme et essayant d'être un peu spectateur pour saisir la réalité.

Et la réalité de l'école, c'est quoi ?

Ce que vit l'école aujourd'hui n'a jamais été ; même ses pires adversaires n'ont osé rêver cette déconstruction. Ces apprentis sorciers, adeptes des vieilles marmites et des réponses toutes faites, se croient tout permis. Mais les faits sont têtus. Déjà (enfin ?) leur recette de dérèglementation, de privatisation a tourné à l'aigre. Ils veulent poursuivre, tente de profiter de l'effet de surprise, du choc de l'énoncé même de leurs projets. Ce serait compter sans nous, les personnels, compter sans eux, les parents, qui ne sont pas dupes.

L'école n'est pas un service public comme les autres. L'école, par son ouverture à la diversité, fait vivre l'égalité ; tendue vers la réussite de tous, elle ouvre la possibilité à chacun d'accéder à la dignité. C'est ce pari que chacun fait chaque jour dans sa classe. C'est le pari que fait le SNUipp.

C'est ce que nous devons renvoyer au visage des démolisseurs de l'école, ce que nous allons faire dans quelques jours en votant pour élire nos représentants des personnels en CAPD et CAPN.

Voter en soi, c'est ne pas leur laisser le champ libre.

Voter pour une école qui fait grandir, c'est choisir de voter pour les listes du SNUipp.

*Le 14 octobre 2008,
Jean-Luc Tomero*

Comité de rédaction :

Carine Alazet, William Despeyroux, Romain Fayel, Valérie Tavernier, Jean-Luc Tomero, Noëlle Villeneuve

« La guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la remporter. » Warren Buffett (première fortune mondiale).

Cette phrase a été prononcée avant le déchainement de la « crise », gageons qu'aujourd'hui il n'en retirerait rien.

Mal-logés, expulsés, SDF, vagues de licenciements, privés d'emploi, salaires en berne, pensions en chute libre, protection sociale grignotée, services publics asphyxiés, budgets sociaux étranglés, lutte contre les déficits publics, etc.

C'est la réalité. Celle d'hier, d'avant la crise, celle d'aujourd'hui, on ne voit pas comment les gouvernements d'ici et d'ailleurs y changeraient un iota, pourtant il a « LA crise »... quant à demain.

When the shit hits the fan*

Nous sommes sauvés : les « caisses vides » de janvier se sont remplies, enfin c'est ce qu'on peut penser puisque 360 milliards d'euros pour la France (1500 milliards d'euros pour l'Europe) viennent d'apparaître pour recapitaliser ou garantir le financement des banques. Et c'est à nouveau l'euphorie à la Bourse** !

D'ailleurs les affaires reprennent : fin septembre 11,2 milliards d'euros étaient injectés par les pays du Benelux dans la banque Fortis. Et le 10 octobre celle-ci conviait une cinquantaine de courtiers à un modeste en-cas : 3000 euros le couvert. Cynisme ? mais non Fortis explique « L'événement est prévu depuis des mois et s'inscrit dans le cadre d'actions commerciales habituelles ».

C'est ça : les affaires continuent, et l'Etat s'empresse de détourner l'argent du logement social vers les entreprises, des ministres n'hésitent pas à se mêler

à la plèbe dans une grande surface ouverte « exceptionnellement » le dimanche pour annoncer une nouvelle dérèglementation. Les affaires continuent parce que si Sarkozy dit vouloir moraliser le « capitalisme financier » (il se murmure que pour mieux les surveiller, il serait prêt à se rendre sur leurs yachts...), il ne remet en rien en cause l'essentiel. Ni la pression toujours accrue sur le salariat, ni les dérèglementations qui nous ont menés dans le mur, ni les circuits de financement.

Car enfin où a-t-il pris ces 360 milliards d'euros sinon en faisant un emprunt auprès des banques (!), emprunt garanti sur la richesse de notre pays, cette richesse que nos parents puis nous-mêmes avons constitué par *notre* travail.

Et l'ineffable bonimenteur d'en appeler à l'union sacrée. Ensemble, « tondons, tondère les moutons ! »

Immanuel Wallerstein théorise « *Le capitalisme touche à sa fin* » dans Le Monde (11.10.2008). I. Wallerstein est chercheur au département de sociologie de l'université de Yale, ex-président de l'Association internationale de sociologie, c'est donc du sérieux. Il n'en fait pas pour autant une bonne nouvelle, « *je crois qu'il est tout aussi possible de voir s'installer un système d'exploitation hélas encore plus violent que le capitalisme, que de voir au contraire se mettre en place un modèle plus égalitaire et redistributif.* ».

Un certain 11 septembre (1973), dans les fourgons de Pinochet, arrivèrent à Santiago du Chili, les Chicago's Boys. Ainsi dénommés parce qu'ils étaient partisans d'appliquer les recettes économiques de « l'école de Chicago ». Ces recettes, vous les connaissez, prendre aux pauvres pour donner aux riches, privatiser, déréglementer, etc. ; elles sont depuis devenues les seules règles en application au plan mondial. Qu'il ait fallu une dictature pour l'imposer aux chiliens n'est qu'un signe de plus que le capitalisme peut tout utiliser (y compris la Chine et les nationalisations, on le voit bien) pour maintenir *son* ordre, les profits de quelques-uns contre l'intérêt du plus grand nombre. Droit dans le mur, que l'on soit casqué et botté ou qu'on porte le nœud pap', droit dans le mur !

A Santiago du Chili, un quartier, celui des plus pauvres, celui aussi où se sont cachés, où ont résisté ceux qui ne s'accommodaient pas du pire et de l'exploitation, un quartier porte le nom de « La Realidad », la réalité.

La réalité n'est pas à la Bourse, ni dans les médias, la réalité, elle est avec ceux qui sont éclaboussés par les exploités qui nous gouvernent.

Ici ou ailleurs, le pire n'est jamais certain. Ici ou ailleurs, il n'est qu'une réponse, l'action collective.

* quelle vulgarité ces américains ! En même temps, comment ne pas se sentir éclaboussé ?

** cet article a été écrit le 13 octobre 2008, on verra si ça dure.





Bulletin d'adhésion

Élections des représentants des personnels aux Commissions Administratives Paritaires

En novembre, pour le vote par correspondance, et le 2 décembre pour le vote dans les écoles de 8 classes et plus, et l'EREA, les enseignants des écoles auront à se prononcer et à élire leurs représentants dans les Commissions Administratives Paritaires Nationale (CAPN) et Départementale (CAPD). Ces commissions sont des instances consultatives qui sont informés de tout ce qui touche à la carrière des personnels (mouvement, avancement, formation continue, etc.).

En mesurant la **représentativité** des organisations syndicales, ces élections disposent du nombre de sièges en CAPN et CAPD mais aussi, en addition avec les élections concernant les autres catégories de personnels de l'éducation, en Comité Technique Paritaire Départemental, Académique et Ministériel (CTPD, CTPA et CTPM). Ces instances, elles aussi consultatives, interviennent en matière de création et fermeture de postes (carte scolaire), d'organisation (carte des langues, regroupement, réseau,...), etc.

C'est parce que nous avons des élus, représentants des personnels, que le SNUipp peut défendre collectivement et individuellement les collègues et les écoles. C'est en tant que représentant des personnels que nous accompagnons tel ou tel collègue dans ces démarches administratives ou en audience auprès d'un IEN ou de l'IA. **C'est parce que nous sommes représentatifs que notre avis, celui que nous élaborons avec vous et qui forme nos mandats, peut être entendu sinon pris en compte.**

C'est à la mesure du nombre de voix qui se seront portées sur nos listes que le Ministère allouera les heures de **décharge** aux organisations syndicales et nous permettra de poursuivre un travail de fond pour les personnels et les écoles, de tenir les permanences, etc.

Chaque voix compte donc.

La FSU et le SNUipp ont choisi un **syndicalisme revendicatif, au service des personnels**. Nous ne nous contentons pas de dénoncer, ce qui est indispensable, nous participons aux instances. Nous veillons à l'application des règles, les mêmes pour tous, contre les passe-droits que certains tentent d'invoquer. Nous essayons de faire évoluer ces règles en lien avec les personnels. Nous militons **pour que chaque personnel soit traité à égalité, qu'il puisse réellement participer à son devenir dans la carrière, qu'il soit pleinement informé, qu'il soit toujours défendu et soutenu.**

Cette **proximité avec les personnels** est un choix constamment renouvelé par les réunions de secteur, les réunions d'informations syndicales (que le SNUipp12 est le seul syndicat à avoir tenues chaque année depuis sa création), les AG, les consultations mais aussi par la présence effective dans les écoles des

collègues ayant des responsabilités syndicales.

Au SNUipp12, personne n'est entièrement déchargé, nous sommes des enseignants ordinaires **et** des représentants des personnels.

Au plus près des personnels mais aussi **dans le mouvement social**, par l'implication dans les luttes interprofessionnelles pour les conditions de travail, les salaires, la protection sociale, la retraite, la solidarité, les libertés, la défense et le développement du service public et, pour l'école particulièrement, la défense et le développement de la laïcité, la transformation de l'école en faisant le pari de l'éducabilité de tous. **Parce que nous voulons une école qui fait grandir !**

Notre CAPD compte cinq sièges. En Aveyron, lors des dernières élections, le SNUipp avait obtenu 2 élus et le SE-UNSA, 3 ; 53 voix séparaient SNUipp (299 voix et 39,03 %) du SE (352 et 45,95%). 4 listes étaient en présence, il faut rajouter SUD-Education (72 et 9,4%) et le SGEN-CFDT (43 et 5,61%). Dans un contexte de participation en forte baisse (-8,75%), **seul le SNUipp avait progressé en pourcentage (+4,3) et s'était maintenu en nombre de voix.**

Pour cette CAPD, il y aura un seul suppléant pour un titulaire, la liste comprend donc seulement 10 noms (contre 15, il y a 3 ans). Sachant que le SNUipp était la seule organisation à présenter des listes complètes dans tous les départements (et la seule cette année encore), il est inutile de préciser que cela n'est pas pour nous favoriser mais que cela accroîtra les risques de dispersion des voix.

En conséquence, constituer une liste devient plus facile en masse mais beaucoup plus difficile si on veut tenter de **représenter toute la profession et tout le département.**

Autre élément négatif et sans nul doute le plus dommageable, cela gênera la rotation des présents en CAPD, et **freinera de ce fait la formation des militants comme le renouvellement des représentants des personnels.**

Convaincus qu'en équipe, tous les collègues peuvent apporter leur compétence, leur angle de vue, leurs qualités, nous nous sommes attachés à respecter la réalité de la profession, renouveler et rajeunir, concerner tout le département.

Notre liste s'établit donc comme suit :

- | | | |
|--------------------------------|------------------------|-------------------------------------|
| 1. Noëlle Villeneuve, | Directrice, | École Mat J.Boudou, La Primaube |
| 2. Jean-Luc Tornero, | Titulaire Remplaçant, | École Martel, Millau |
| 3. Valérie Tavernier, | Titulaire Remplaçante, | École Gourgan, Rodez |
| 4. Romain Fayel, | Adjoint, | École de Ste Radegonde |
| 5. Emilie Baron, | Coordinatrice, | Réseau de l'Alzou, Rignac |
| 6. Sylvie Picard, | Directrice, | École Mat Le Cros Sébazac-Concourès |
| 7. Karine Indelicato, | Chargée d'école, | École de Salles-Courbatiers |
| 8. Patrick Auguy, | Psychologue Scolaire, | Rased – Ecole Réquista |
| 9. Marie-Hélène Robert, | Adjointe, | École de Vezins |
| 10. William Despeyroux, | Directeur, | École de Fondamente |

Nous vous appelons donc à

Votez et faire voter pour les listes (CAPD et CAPN) du SNUipp.



Dans le monde de l'éducation, les dépêches d'agence, les communiqués de presse des uns et des autres, nous permettent de suivre l'actualité au-delà de notre « nombril » d'enseignants du primaire. Ces derniers temps, alors que Darcos s'agite beaucoup, deux infos presque simultanées ont attiré notre attention.

Coïncidences

Concernant d'abord les IEN, leur syndicat, le SNPI affilié à la FSU, dénonce la signature conjointe d'un protocole de discussion entre le ministre et le SIEN-UNSA. Le SNPI-FSU écrit « Au final, ce que nous avons redouté s'est concrétisé (...) aucune amélioration indiciaire (...) aucune amélioration des remboursements de frais professionnels (...) accroissement des mécanismes de différenciation individuelle (...) **promotion du management par la soumission et l'attrait du gain individuel (...) remise en cause de la neutralité politique du corps** avec la promotion d'une diversification des voies d'accès et la disparition d'une vraie et consistante formation d'État fondée sur les valeurs constitutives de la République ». Si cela concerne les IEN, cela aura sûrement des conséquences pour les personnels enseignants du primaire.

Concernant les personnels administratifs, c'est une autre signature qui pose problème. Darcos, a signé avec le syndicat Administration et Intendance-UNSA un "accord salarial" (?) au terme duquel **les primes augmenteront pour les fonctionnaires de son ministère, en contrepartie de postes supprimés**. Le non-renouvellement de postes sur trois ans atteindra 1700 postes. Les 500 suppressions de postes pour l'an prochain avaient déjà été annoncées dans le projet de budget 2009. Le SNASUB-FSU qui dénonce vertement cet accord, souligne qu'on ne peut appeler "accord salarial" un accord qui entérine un troc entre salaire indiciaire et primes individualisées au « mérite ». Le SNASUB-FSU trouve encore plus « choquant » de voir une organisation syndicale accepter de gager cette augmentation indemnitaire sur des suppressions d'emplois, en outre majoritairement opérées dans des catégories largement exclues du bénéfice de cette soi-disant « avancée ».

A l'heure où nous écrivons ces lignes, si nous savons que la FSU et le SNUipp, particulièrement, seront à Paris le 19 oct., nous ne savons quelles autres organisations se seront réellement battues pour réussir ce rendez-vous de lutte pour l'école.

REMISE EN CAUSE ?

Le projet de budget 2009 prévoit dans le premier degré, la mise en place au 1^{er} janvier 2009 d'une **agence chargée du remplacement**. Selon le ministère, elle « devrait permettre d'identifier des pistes d'amélioration de l'efficacité de la gestion du remplacement ».

Remplacement dans les écoles

Dans le même temps, nous apprenons qu'un audit portant sur la possibilité d'utiliser des emplois de **vacataires** pour assurer les remplacements dans les écoles primaires a été commandé par le ministère et que **le recrutement des enseignants sur liste complémentaire est suspendu**.

Le ministère envisagerait-il dès l'année 2008/2009 de supprimer l'actuel dispositif de remplacement fondé sur l'intervention des personnels titulaires formés et qualifiés pour ce type de missions ? Envisage-t-il ainsi de supprimer en catimini 2 500 postes d'enseignants supplémentaires ?

En diminuant dès maintenant le nombre de titulaires – remplaçants sur le terrain, il remettrait en cause la possibilité pour les élèves de bénéficier pendant les congés maternité et de maladie d'un enseignant qualifié. Cette mesure se traduirait par un accroissement important de la précarité dans les écoles.

Pour le SNUipp, il est urgent de rompre avec cette politique dangereuse pour les écoles et l'intérêt des élèves, de faire respecter la professionnalité des enseignants, d'effectuer d'autres choix budgétaires.

Le SNUipp s'adresse aux parlementaires

Extrait du courrier du 13 octobre 2008 adressé aux parlementaires aveyronnais

Le corps des professeurs des écoles a été créé en 1990. Il s'accompagnait d'un dispositif d'intégration des instituteurs en activité.

Ce dispositif, prévu pour s'achever en 2007, comprenait un engagement formel du gouvernement d'assimilation des institutrices et instituteurs retraités dans ce nouveau corps en janvier 2008.

Assimilation des retraités

La pension de tous ceux qui perçoivent une retraite d'instituteur doit, à ce titre, être revalorisée sur la base d'un reclassement fictif dans le corps des professeurs des écoles.

Selon le ministère, à la rentrée 2007, environ 116 000 retraités de l'enseignement du premier degré percevaient une pension d'instituteur.

Tous attendent cette mesure d'assimilation qui découle du plan d'intégration et qui a été reprise dans la loi Fillon de 2003 concernant les retraites.

Elle a été rappelée dans toutes les réponses ministérielles aux questions posées par les parlementaires.

Cette mesure d'équité constitue un engagement gouvernemental qui doit aujourd'hui être respecté.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir intervenir pour l'ouverture rapide de négociations, afin de mettre en œuvre les modalités d'assimilation des institutrices et instituteurs retraités.

Nos collègues estiment légitimement qu'il est plus que temps de mettre un terme à cette situation qu'ils considèrent comme une injustice.

Nous vous prions d'agréer, ...